

## Économies étrangères

## La dette des riches

FRANÇOIS BERGER



Le discours économique fait de plus en plus appel à la notion de dette, comme on l'a vu encore le mois dernier au Canada lors de la présentation du budget fédéral. Le fardeau de la dette du gouvernement canadien est devenu tellement lourd qu'Ottawa doit consacrer le tiers de ses dépenses au seul paiement des intérêts. La situation est similaire aux États-Unis, où la dette ne se calcule plus en milliards mais en milliers de milliards de dollars.

La dette publique, nécessaire au financement des programmes sociaux et de développement, est une réalité de tous les gouvernements, autant dans les pays industrialisés que dans ceux du tiers monde. Mais, depuis une dizaine d'années dans le tiers monde et un peu moins dans les pays développés, la question de la dette est devenue le problème de la dette. On parle de crise, autant au Nord qu'au Sud.

Si la flambée des taux d'intérêt ramène aujourd'hui la notion de dette à celle de crise, il reste une distinction fondamentale à faire entre les deux grandes dettes dont on parle dans les cercles financiers et dans les administrations publiques. Car il y a deux dettes: celle du tiers monde, au Sud, et la dette des pays industrialisés, au Nord.

Autrement dit, la dette des pauvres et celle des riches.

La dette du tiers monde, capotée à 1 300 milliards de dollars américains, est essentiellement due aux gouvernements et aux institutions financières des pays riches du nord. Il s'agit d'une dette extérieure, remboursée à même les revenus d'exportation. Sa taille est devenue telle que de grands débiteurs comme le Brésil, l'Argentine et le Mexique, ou encore les pays africains, sont constamment en situation de rupture de paiement.

La dette des pays capitalistes, beaucoup plus grosse en volume (plusieurs trillions de dollars), est due à ces mêmes capitalistes contribuables de leurs gouvernements. Les détenteurs d'obligations d'épargne en font partie. Il s'agit d'une dette intérieure (seulement 15 p. cent de la dette publique canadienne est due à des étrangers, tandis qu'il s'agit cependant de presque les tiers aux États-Unis).

Quand Ottawa ou Washington demandent à leurs contribuables de se serrer la ceinture pour contenir le déficit budgétaire qui gonfle la dette, ils demandent en fait à leurs créanciers de participer au paiement de l'argent qui leur est dû, à eux-mêmes. Mais il y a aussi les pauvres des pays riches — 33 millions aux États-Unis, davantage en Europe et environ quatre millions au Canada — qui sont appelés à repayer la dette sous la forme d'une réduction des programmes sociaux (coupures dans les dépenses d'assurance-chômage, par exemple).

De façon générale, la dette

des pays industrialisés n'est pas porteuse — pas encore — de grands conflits sociaux comme ceux qui secouent régulièrement les pays surendettés du tiers monde où, à Brasilia, à Buenos Aires, à Mexico, on décide de programmes d'austérité, d'ailleurs exigés par les créanciers du nord, qui appauvrissent la grande majorité de la population en réduisant les ressources consacrées à un véritable développement économique.

La «capacité de payer», notion chère aux banquiers, fait toute la différence entre pays riches et pays pauvres quant aux effets de la dette sur le climat social.

Ainsi, la dette publique ne représente encore que le tiers de la richesse produite annuellement dans les sept pays les plus industrialisés (33 p. cent du produit intérieur brut, PIB: valeur de l'ensemble des biens et services produits pendant une année). Dans le tiers monde, la dette représente 76 p. cent du PIB au Mexique et jusqu'à 240 p. cent en Zambie!

Insolvables parce que leur revenu est trop faible, les pays endettés du tiers monde ont été secourus à répétition par les grands pays capitalistes, qui ont garanti des lignes de crédit nouvelles servant à maintenir à flot les administrations publiques d'Amérique latine particulièrement. Le dernier plan d'allègement de la dette du tiers monde, élaboré par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, prévoit que de nouvelles garanties, notamment sur les intérêts, soient données par les gouvernements des pays industrialisés. Mais voici que ces gouvernements élèvent à leur tour la voix pour dénoncer leur propre dette.

La dette des riches en vient aujourd'hui à aggraver l'autre: Washington, par exemple, emprunte massivement pour financer son déficit budgétaire nourricier de la dette, ce qui fait monter les taux d'intérêt... ces mêmes taux payés également par les débiteurs du tiers monde. Charité bien ordonnée commence par soi-même: les riches disent de plus en plus qu'ils devront d'abord régler leur propre crise de la dette avant de s'engager davantage envers le tiers monde. C'est ainsi, entre autres, que le gouvernement canadien réduira cette année de \$360 millions son aide au développement du tiers monde afin de mieux contrôler ses finances.

Il y a d'autre part le Japon et l'Allemagne de l'Ouest, grands exportateurs qui cumulent des surplus commerciaux pouvant servir à alléger la dette du tiers monde (la dette publique allemande comme japonaise ne représente que 24 p. cent du PIB de ces pays). Mais, en bons banquiers attachés à la notion de «capacité de payer», Allemands et Japonais préfèrent loin prêter aux Américains qui, eux, peuvent encore rembourser. C'est ainsi que la dette américaine est de plus en plus financée par l'importation de l'épargne étrangère (la dette extérieure des États-Unis croît à tel point qu'elle atteindra mille milliards de dollars dans cinq ans).

La dette des riches est ainsi devenue un empêchement majeur au règlement de plus en plus improbable de l'autre dette, celle des pauvres.

## Nova Pb recycle 15 millions de batteries par an et revend le plomb aux fabricants

Recycler n'est pas tellement malin; la difficulté consiste à respecter les normes environnementales



MIVILLE TREMBLAY

Legal ou illégal, le commerce international des déchets dangereux est parmi nous. Le «crime organisé» ne vient-il pas de profiter des imperfections du système pour diluer des BPC d'origine américaine dans l'essence des Canadiens?

De façon tout à fait légale, une compagnie de la banlieue de Montréal, Nova Pb, importe massivement de vieilles batteries d'autos des États-Unis, en recycle le plomb dans son usine et réexporte le métal au Sud de la frontière.

«La complexité de nos opérations n'est pas dans la métallurgie. Tout le monde est capable de faire fondre du plomb. Notre expertise est dans la capacité de respecter les lois et les règlements. Et c'est d'autant plus difficile que cette cible est mouvante», explique M. Robert Lavigne, président de la société.

Le recyclage des matières dangereuses repose sur un équilibre économique délicat, soutient son associé, M. Roger Laporte. «Si la réglementation sur le transport des batteries usagées devient trop sévère dans une région, les coûts augmentent et les batteries restent dans le champ».

«Quand il n'y a pas de site officiel pour se défaire d'un déchet dangereux, la mafia ou des gens malhonnêtes se chargent de le faire. De plus, il faut accepter de payer pour le recyclage; le ramassage des cannettes et des bouteilles ne fonctionnait pas avant que l'on impose la consignation de 5¢», ajoute M. Laporte.

En 1979, l'usine de Nova Pb fut construite à Sainte-Catherine, sur la Rive-Sud, par Preussag AG, une multinationale allemande présente dans les métaux, le transport et l'énergie. L'usine a rapidement connu des difficultés: le cours du plomb était déprimé et les capacités étaient trop grandes pour le marché visé à l'époque. Les installations furent vendues aux gestionnaires québécois en 1984, dans une opération de LBO (achat adossé).

## L'importation de batteries américaines

Aujourd'hui, avec 85 employés, l'usine opère à 60 p. cent de sa capacité, recyclant environ 15 millions de batteries par année, dont plus des deux-tiers proviennent des États-Unis. Sa production de 30 000 tonnes de plomb est exportée dans la même proportion vers les États-Unis, dégageant un chiffre d'affaires de \$28 millions.

## EN BREF

## MARIAGE POSSIBLE CLUB MED-TRUSTHOUSE

Club Méditerranée «ne veut ni confirmer ni démentir» les rumeurs boursières relatives à son éventuel rapprochement avec l'hôtelier britannique Trusthouse Forte plc, a déclaré la semaine dernière le directeur financier de Club Med, Vincent Grimond. Le titre a établi un nouveau record avec un bond de six ff à 605 ff dans un volume important. Il avait déjà pris 22 ff mercredi et près de 50 000 titres avaient changé de main. Pour l'exercice se terminant le 31 octobre 1988, le bénéfice net consolidé de Club Med s'est élevé à 300,97 millions de ff.

## BOEING INDEMNISERA SES CLIENTS LÉSÉS

Boeing prévoit d'indemniser les clients qui n'ont pas reçu en temps voulu les appareils 747-400 qu'ils ont commandés, a annoncé un responsable de la société. «Nous n'avons pas rempli notre contrat, et nous parviendrons à un accord avec les compagnies aériennes», a déclaré Phil Condit, haut responsable de la filiale commerciale de Boeing. Les indemnités seront différentes selon les cas, en fonction des contrats, a-t-il précisé. A ce jour, seuls cinq appareils ont été livrés à NWA et à Singapour Airlines. Deux avions devraient être livrés la semaine prochaine (un à KLM et l'autre à la Lufthansa), lors de la Federal Aviation Administration aura donné son accord sur les moteurs General Electric qui équipent les appareils. Deux autres avions seront livrés en juin à Cathay Pacific

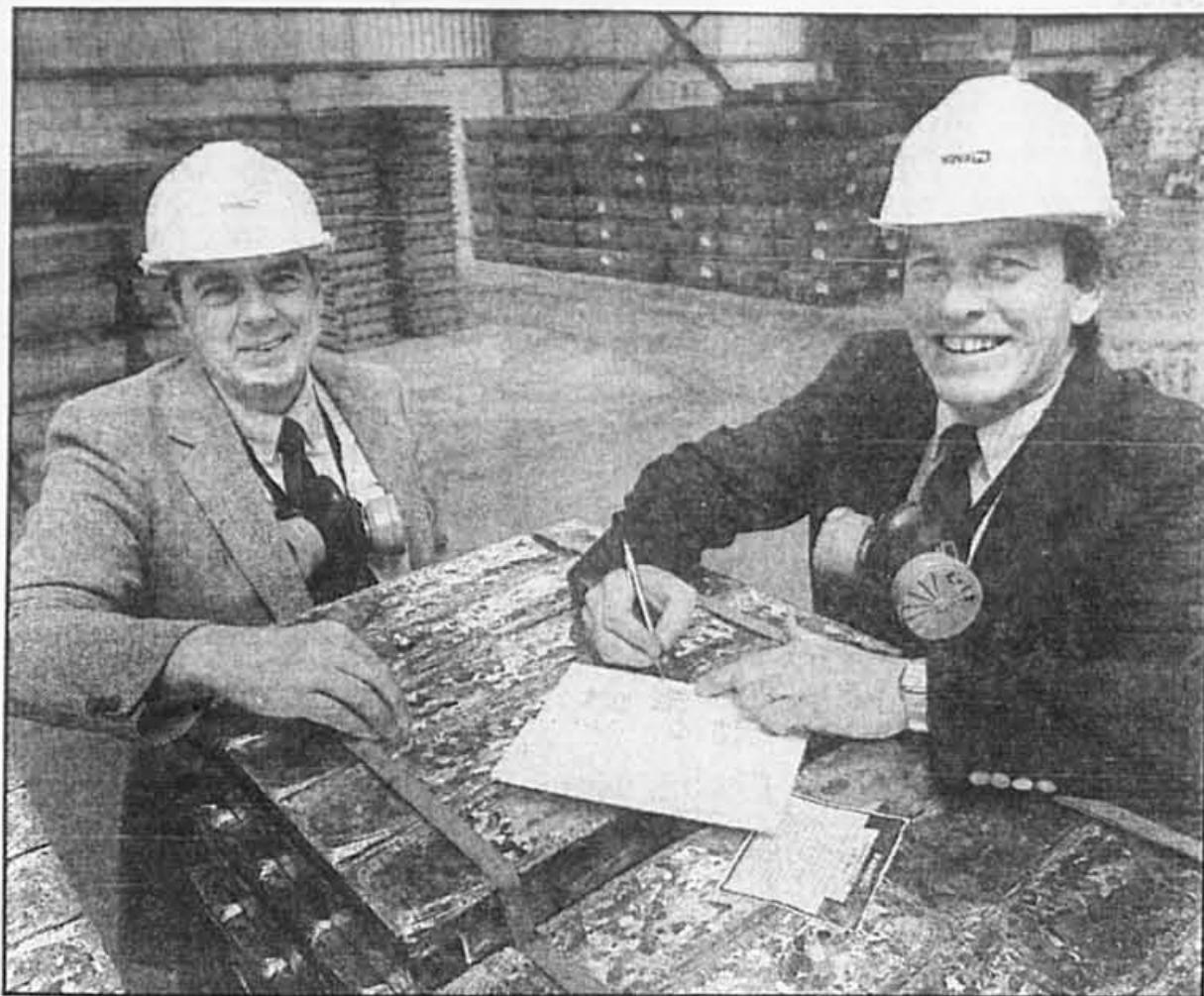


PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

MM. Roger Laporte, vice-président administration, et Robert Lavigne, président, et leurs lingots de plomb tirés de vieilles batteries recyclées, dans l'entrepôt de Nova Pb, à Sainte-Catherine.

«Le marché québécois est trop petit pour faire vivre une usine qui ait une taille suffisante pour être économique tout en respectant des normes environnementales sévères. Il nous faut un territoire ayant un rayon de 400 miles pour trouver un parc d'autos assez grand pour nous fournir notre matière première», explique M. Lavigne. Les batteries plomb-acide proviennent surtout de Philadelphie, de Boston et de Détroit.

L'usine traite également d'autres déchets plombifères, généralement des rebuts produits par des usines qui utilisent le plomb dans leur procédé.

La société ne fait pas que recycler le plomb des vieilles batteries, elle récupère également le plastique des boîtiers, qu'elle revend à des fabricants du Texas, qui le recyclent dans des objets non esthétiques.

L'acide est neutralisé et sert de liquide de refroidissement dans le procédé. L'ébonite, une variété de charbon que l'on retrouve dans certaines batteries de véhicules lourds est également conservée. Nova Pb développe une technologie

qui lui permettra d'en utiliser la valeur calorifique dans son procédé. L'usine est l'un des plus gros consommateurs de gaz naturel au Québec.

L'usine de Sainte-Catherine a coûté \$43 millions à construire en 1979. Aujourd'hui, pour atteindre les mêmes normes, il faudrait investir plus de \$60 millions. La moitié de ce coût en capital et 15 p. cent des coûts d'opération sont attribuables aux normes environnementales.

Pb Nova se targue de fournir un plomb qui respecte les besoins métallurgiques précis de ses clients. Les principaux clients sont les fabricants de batteries américaines et les raffineries qui utilisent encore du plomb dans leur essence.

Malgré que le plomb soit jugé toxique, M. Lavigne rappelle qu'il est associé à des produits de qualité, tel le beau cristal, qui en contient jusqu'à 24 p. cent, ainsi que le vin, dont la capsule est généralement faite de plomb.

Avec ses clients, Nova Pb signe des contrats de livraison à long terme, mais le prix fluctue au jour avec les variations du London Metal Exchange (LME), plus un

écart de \$0,05, qui correspond au coût de transport entre les clients américains et les entrepôts du LME. En ce moment, le cours international du plomb est de \$0,35 US la livre, comparativement à un prix plancher de \$0,17 US il y a trois ans.

Nova Pb ne fait pas d'opération sur le marché à terme de Londres pour protéger son prix de vente, mais réalise des opérations analogues sur le dollar US pour protéger ses bénéfices. Selon M. Lavigne, les opérations de la firme touchent le point mort avec un taux d'utilisation des capacités de 30 à 40 p. cent, et un prix de \$0,20 pour la livre de plomb.

M. Lavigne est toutefois inquiet du prix élevé que commandent le zinc. Ce métal, utilisé dans des alliages pour empêcher la corrosion, est présentement en très forte demande. Or dans les mines, le zinc est généralement associé à l'argent et au plomb. Le niveau de production du plomb n'est donc pas dicté par son prix de vente, mais dépend plutôt de la quantité de zinc produite. A long terme, une surproduction du plomb par les mines pourrait décourager son recyclage.

## Commerce international: le Japon fait preuve de bonne volonté

Agence France-Presse TOKYO

Le Japon a informé les États-Unis de son intention d'acheter huit super-ordinateurs américains pour marquer sa volonté d'acquiescer des produits fabriqués aux États-Unis, a annoncé vendredi dernier un communiqué du gouvernement japonais.

Cet achat a été décidé en réponse aux conclusions d'un rapport sur le commerce international, remis au Congrès américain le 28 avril dernier par le représentant spécial du président américain pour le commerce (USTR), qui estime que Tokyo maintient encore 32 barrières commerciales vis-à-vis des États-Unis.

Washington examine actuellement la possibilité de représailles commerciales à l'encontre du Japon en vertu de la clause «super 301» de la loi commerciale

américaine, qui prévoit ce type d'actions en cas d'attitudes jugées déloyales d'un partenaire commercial des États-Unis.

Selon l'USTR, le Japon bloque la vente de super-ordinateurs américains sur son marché, tandis que Tokyo considère dans ce communiqué que l'achat de huit de ces ordinateurs est la preuve de sa sincérité.

L'USTR considère également que le Japon n'a pas respecté son engagement d'ouvrir davantage son marché aux exportations américaines de semi-conducteurs. Le gouvernement japonais rétorque que les ventes américaines de semi-conducteurs au Japon, ainsi que la part de marché américaine dans ce secteur, ont sensiblement augmenté depuis 1986, date à laquelle Tokyo s'était engagé à ouvrir son marché.

Le communiqué ne donne aucun chiffre sur cette augmentation des ventes.

Airways et à British Airways. Boeing prévoit de livrer 57 avions de ce type en 1989. La majorité d'entre eux devrait être livrés au cours du quatrième trimestre.

## BÉNÉFICE EN HAUSSE POUR VOLKSWAGEN

Volkswagen ag estime que son bénéfice et ses ventes de véhicules dépasseront en 1989 les résultats obtenus l'année dernière. Dans son rapport annuel, la société attribue la hausse du bénéfice de 1988 aux meilleurs résultats des filiales et à la restructuration de la production. Au cours du premier trimestre 1989, les exportations de Volkswagen ont progressé de plus de sept pc à plus de 700 000 véhicules, souligne le rapport. Le directeur de Volkswagen prévoit une stabilité de la demande en Europe, tandis que les fluctuations de la demande en Amérique du Nord et en Amérique latine devraient se poursuivre.

## TWA NE VEUT PAS D'EASTERN AIRLINES

Trans World Airlines n'a pas l'intention, pour l'instant, de soumettre une offre pour acquérir les Eastern Airlines de Texas Air Corp, a fait savoir la compagnie. Elle a expliqué qu'elle avait besoin, au préalable, de négocier l'intégration des salaires d'Eastern avec ses propres syndicats.

## HAUSSE DE 53 P. CENT DES REVENUS DE SOCONAV

Socanav Inc. vient de communiquer ses résultats financiers pour la période de neuf mois

achevée le 31 mars écoulé. Le chiffre d'affaires est en progression de 53 p. cent, à \$157,5 millions comparativement à \$89,5 millions dans la période correspondante de l'exercice précédent. Le groupe a dégagé un bénéfice net de \$4,08 millions contre \$4,04 millions précédemment. La croissance des revenus des neuf mois provient principalement de l'intégration du groupe Sumabus et de l'apport du réseau pétrolier Sonerco. Le secteur industriel (Groupe Piedmont) n'a par contre pas atteint ses objectifs de ventes au troisième trimestre. Trois facteurs ont influé sur la progression du bénéfice: l'implantation du réseau pétrolier Sonerco, occasionnant des coûts plus élevés que prévus; le ralentissement des ventes et, par suite, des profits du secteur industriel; une augmentation des frais financiers causée par la hausse des taux d'intérêt.

## BÉNÉFICE MOINDRE POUR LE GROUPE IDÉAL

Le Groupe des compagnies Idéal Inc. annonce que pour le premier trimestre clos le 31 mars, le chiffre de ventes a atteint \$67,21 millions, en progression de 27,9 pour cent sur celui de la période correspondante en 1988 (\$52,55 millions). Le bénéfice net s'est inscrit en baisse, à \$1,6 million contre \$1,8 million précédemment.

## MONTRÉAL TRUST EN AUSTRALIE

Montréal Trust du Canada a lancé une émission australienne

de \$50 millions à trois ans sur les marchés internationaux. Les billets, qui auront un coupon de 15,75 pour cent et un prix d'émission de 101,95 pour cent, porteront la date du 22 juin 1989 et viendront à échéance le 22 juin 1992. L'émission est garantie par Montréal Trustco Inc. Elle est dirigée par un groupe ayant à sa tête Natwest Capital Markets Limited.

## BARRON HILTON VEUT VENDRE

M. Barron Hilton, qui contrôle 34 pour cent de Hilton Hotels Corp., serait prêt à examiner toute offre d'achat de la compagnie, a-t-on appris vendredi auprès du groupe hôtelier. M. Hilton, s'adressant la veille aux actionnaires, a ajouté qu'il n'avait encore reçu aucune offre précise, mais qu'il avait eu depuis le début de la semaine de nombreuses discussions avec des firmes d'investissements. Des rumeurs sur une éventuelle vente du groupe avait provoqué à Wall Street une forte hausse du titre.

## LEVI STRAUSS EN URSS

Levi Strauss and Co. la première entreprise textile mondiale, envisage d'installer une usine et une chaîne de distributeurs en Union soviétique pour y vendre ses célèbres blue jeans. Des responsables de la société rencontrent demain une délégation commerciale soviétique de haut niveau qui doit se rendre à une conférence à la chambre de commerce de San Francisco. Levi Strauss a refusé de donner le détail de ses projets en URSS.

# Bush demande à l'armée panamienne de «jeter Noriega dehors»

d'après AFP, Reuter, UPI et AP  
STARKVILLE (États-Unis)

George Bush, affirmant que les États-Unis n'entendaient pas relâcher leurs efforts pour promouvoir la démocratie au Panama, a ouvertement appelé hier les forces armées et le peuple panaméen à renverser l'homme fort de ce pays, le général Manuel Noriega.

«Le peuple panaméen doit tout faire pour qu'il s'en aille du pouvoir», a déclaré M. Bush à bord de l'avion qui le conduisait de Lorman à Starkville (Mississippi). A la question de savoir si cette déclaration ne mettait pas de l'huile sur le feu de la crise panaméenne, M. Bush a ajouté sèchement: «Je n'ajouterais aucune expression de prudence. La volonté du peuple doit être mise en pratique».

Qualifiant les élections du 7 mai au Panama de «frauduleuses», de «néga-

tion de la démocratie», le président américain a affirmé que la «volonté du peuple panaméen ne devait pas être mise en échec par cet homme (Noriega) et par sa poignée d'hommes de main».

M. Bush a appelé les forces de défense panaméennes (PDF) à se rebeller contre le général Noriega. «J'aimerais qu'elles le jettent dehors. Nous aimerions qu'il soit mis dehors», a-t-il déclaré. «Aucun effort ne sera couronné de succès tant qu'il n'aura pas quitté le pays». Les PDF ont un rôle utile à jouer, et le joueront. Le problème n'est pas Noriega et si Noriega s'en allait, nous aurions de bonnes relations avec le Panama et les PDF», a déclaré M. Bush. «Je veux que le peuple du Panama comprenne que les relations (américano-panaméennes) peuvent rapidement retourner à la normale», a-t-il ajouté.

Le président Bush s'est déclaré convaincu que des pays étrangers étaient disposés à recevoir M. Noriega si ce der-

nier devait quitter le Panama. Il a précisé qu'il ne s'opposerait pas à ce qu'il se rende dans un pays qui n'a pas de traité d'extradition avec les États-Unis, où le général est inculpé de trafic de drogue. Le Venezuela a proposé de donner asile à Noriega si cela pouvait aider à solutionner la crise. «Ce pourrait être la solution. Pour le moment, qu'il fasse ce qu'il veut pourvu qu'il s'en aille», a souligné le président Bush.

M. Bush, qui avait annoncé jeudi l'envoi de près de 1 900 militaires américains au Panama, en plus des 10 000 qui s'y trouvaient déjà, pour protéger les intérêts des États-Unis dans ce pays, a indiqué qu'il n'avait pas l'intention d'en envoyer d'autres «à court terme».

Par ailleurs, la grève générale à durée indéterminée contre le régime du général Noriega, à laquelle a appelé l'Alliance démocratique de l'opposition civile (ADOC), débutera finalement mercredi,

a annoncé le candidat de l'ADOC à la première vice-présidence, M. Ricardo Arias Calderon.

La grève devait débuter mardi à l'origine, mais M. Arias a expliqué que le mercredi était une date plus appropriée, car elle coïncide avec la réunion d'urgence de l'Organisation des États Américains (OEA) qui doit analyser la crise panaméenne. Le mouvement — déclaré illégal par le régime Noriega — est soutenu par le Conseil national des entreprises privées (CONEP), le Syndicat des industriels du Panama (SIP), la Chambre de commerce et d'industrie, la Chambre panaméenne des industries ainsi que les secteurs du bâtiment, de la banque et de la médecine.

Les responsables de l'Alliance démocratique de l'opposition civile (ADOC) attendent avec confiance une «action concertée» des membres de l'OEA destinée à «encercler» le régime du général

Noriega. L'ADOC s'attend à ce que les représentants de l'OEA, qui sont convenus de se réunir mercredi pour examiner la situation au Panama après l'annulation du scrutin du 7 mai, décrètent une «mise en quarantaine politique et diplomatique du régime, afin de l'obliger à respecter les résultats des élections».

L'opposition a réitéré son appel à tous ses partisans afin qu'ils se réunissent aujourd'hui dans les principales églises du pays pour «exiger le respect de la volonté populaire» et pour condamner «la répression gouvernementale».

D'autre part, après la Pravda qui avait accusé les États-Unis vendredi d'exercer un chantage sur le Panama, l'agence Tass a estimé, hier, que Washington fait preuve «de mépris pour les normes élémentaires du droit international» à l'égard de Panama, où se déroule ces derniers temps une «escalade dangereuse de la présence militaire» américaine.



La glasnost à la sauce chinoise. PHOTOS REUTERS

## Les autorités chinoises rencontrent une délégation d'étudiants demain

d'après Reuter, AFP et UPI  
PEKIN

Les autorités chinoises ont accepté de rencontrer demain, le jour même de l'arrivée à Pékin du numéro un soviétique Mikhail Gorbatchev, une délégation étudiante pour avoir «un dialogue» avec elle, a indiqué hier l'agence Chine Nouvelle. Cependant, des dirigeants du mouvement étudiant ont rejeté les conditions posées par les autorités pour la tenue de cette réunion de discussions.

Rendant compte de la grève de la faim entamée hier par «plusieurs centaines» d'étudiants sur la place Tian An Men, l'agence souligne que ce mouvement a été entrepris «en dépit de la promesse du gouvernement d'ouvrir un dialogue lundi avec les étudiants».

Chine Nouvelle relève que les grévistes de la faim demandent «un dialogue substantiel et équitable» entre le gouvernement et la Délégation pour la démocratie des collèges et universités de Pékin, organisation qui n'est pas officiellement reconnue par les autorités. «Entretemps, le gouvernement a promis que des hauts responsables du Conseil d'Etat (gouvernement) et des départements concernés tiendraient un dialogue avec les étudiants le 15 mai».

Cependant, les dirigeants étudiants ont rejeté les conditions imposées par les autorités, qui exigent que la délégation soit limitée à 20 membres. Seule une délégation d'au moins 35 étudiants peut représenter l'ensemble des principaux campus de Pékin, selon eux. Ils souhaitent avoir comme interlocuteurs des dirigeants chinois d'un rang plus élevé que des ministres et demandent que les discussions soient télévisées et ouvertes aux journalistes chinois et étrangers.

Par ailleurs, le secrétaire général du PCC Zhao Ziyang a appelé hier soir les étudiants manifestant sur la place Tian

An Men à ne pas entraver le bon déroulement du sommet sino-soviétique du 15 au 18 mai, et de «préserv[er] la dignité de la nation et son image internationale», a rapporté l'agence Chine Nouvelle.



Le slogan des Noirs américains

Plusieurs dizaines de milliers d'étudiants s'étaient massés peu après minuit sur l'immense esplanade, afin de témoigner leur soutien à un millier de leurs ayant entamé une grève de la faim illimitée. Conscients de la portée de l'événement, les jeunes contestataires, qui ne cachent pas leur appréciation favorable de la glasnost et de la perestroïka ont adopté des banderoles bilingues en russe et en chinois.

«Il n'est pas raisonnable que des étudiants ou d'autres citoyens ayant des revendications à exprimer concernant leur domaine, ou des affaires intérieures chinoises, fassent obstruction à des discussions internationales ou au sommet sino-soviétique», a averti M. Zhao avant d'ajouter: «Ceux qui agiraient de la sorte seraient en butte à l'opprobre du peuple».

## Missiles à courte portée: l'URSS hausse le ton

d'après AFP, Reuter et AP  
BONN

Edouard Chevardnadze, le ministre soviétique des Affaires étrangères a déclaré hier à Bonn qu'une éventuelle décision de modernisation des missiles nucléaires à courte portée (SNF, moins de 500 km) de l'OTAN entraînerait des mesures de rétorsion de la part de l'URSS.

Une telle décision «nous amènerait à stopper la destruction des SS-23 ou à envisager le déploiement de nouveaux systèmes de missiles», a déclaré M. Chevardnadze lors d'une conférence de presse à l'issue de son séjour de 24 heures à Bonn, selon ses propos traduits par un interprète. Ce que l'OTAN nomme modernisation est en réalité l'installation de nouveaux systèmes que leur portée (450 km) rapproche des missiles à moyenne portée dont l'élimination est en cours dans le cadre des accords INF, a-t-il ajouté.

M. Chevardnadze a indiqué avoir informé le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl et le ministre des Affaires étrangères de RFA Hans-Dietrich Genscher des récentes propositions de désarmement faites par le président Mikhail Gorbatchev au secrétaire d'Etat américain James Baker.

À ce sujet, le président américain George Bush et le numéro un soviétique Mikhail Gorbatchev se sont livrés à un véritable match, cette semaine, pour s'assurer l'initiative à la reprise de leur dialogue, mais ils ne se sont pas placés sur le même terrain.

En veilleuse depuis six mois à cause du changement de locataire



Edouard Chevardnadze PHOTO REUTERS

de la Maison Blanche et du long réexamen de la politique américaine effectué par son nouvel occupant, le dialogue américano-soviétique a connu un coup de fouet avec la visite du secrétaire d'Etat américain James Baker à Moscou, les nouvelles propositions de M. Gorbatchev en matière de désarmement et le premier discours important de M. Bush sur les relations Est-Ouest.

Le terrain choisi par l'URSS, celui du désarmement, paraît toutefois plus spectaculaire et davantage susceptible de frapper l'imaginaire des opinions occidentales dans le climat actuel. Le président américain a mis M. Gorbatchev au défi de concrétiser sa volonté affirmée de changement dans les rapports internationaux, en abattant le rideau de fer et en ouvrant son espace aé-

rien à la surveillance des activités militaires.

Manifestant le désir de dépasser la politique «d'endiguement» américaine de l'après-guerre, M. Bush a souligné qu'il voulait aider Moscou à «rejoindre le concert des nations», mais il s'est aussi montré prudent en fixant un certain nombre de tests pour l'Union Soviétique. Pour M. Bush, ces nouvelles relations «doivent se gagner».

Mais M. Bush a minimisé l'importance du désarmement dans les rapports entre les super-grands, et n'a fait allusion, dans son discours, ni aux dissensions au sein de l'Alliance atlantique sur les missiles à courte portée (SNF - moins de 500 kms) ni à l'annonce par Moscou d'un retrait unilatéral de 500 charges nucléaires d'armes à courte portée, sur les quelque 10 000 dont dispose l'URSS dans cette catégorie.

Dans ce domaine du désarmement, les États-Unis ont d'ailleurs été contraints de concéder l'initiative diplomatique au Kremlin, qui a profité de la visite de M. Baker à Moscou pour proposer également un retrait mutuel de toutes les «munitions» nucléaires d'Europe et annoncer le détail de ses propositions sur la réduction des armements conventionnels en Europe.

Après les annonces spectaculaires de réduction des forces déjà faites par Moscou, M. Baker a dû reconnaître que les États-Unis n'avaient aucune chance de l'emporter à ce petit jeu. Etant donné l'ampleur de l'arsenal soviétique, «il n'y a aucun moyen de gagner en s'essayant au jeu des relations publiques pour surenchérir sur l'URSS», a-t-il dit à Bruxelles, où il était allé rendre compte aux alliés de ses entretiens moscovites.

## L'Argentine entre l'angoisse et l'espoir

d'après AFP, UPI, et Reuter  
BUENOS AIRES

Trente millions d'Argentins partagés entre l'angoisse et l'espoir attendent avec anxiété de savoir si, demain, les urnes leur livreront le nom du successeur du président Raul Alfonsín ou si leur verdict ne sera que l'annonce d'une période encore plus grave d'incertitude et de troubles.

Le système électoral argentin —suffrage universel indirect— ne garantit pas en effet une réponse immédiate. Le plus probable, selon la majorité des pronostics, est même qu'il faudra attendre plusieurs mois avant de connaître l'identité de l'élu.

Les vingt millions d'électeurs ne feront aujourd'hui que désigner un Collège électoral de six cents grands électeurs. Si l'un des huit candidats en lice recueille la majorité absolue au sein de ce Collège, il sera considéré immédiatement comme élu, le vote des grands électeurs —vers le mois d'août— ne constituant, dans cette hypothèse, qu'une formalité constitutionnelle.

Mais si, comme les analystes locaux l'avaient généralement, aucun des candidats ne dispose de cette majorité absolue, une période de tractations s'ouvrira entre les divers partis représentés au sein du Collège électoral.

Période d'autant plus longue, incertaine et troublée que le résultat du scrutin sera plus ou moins serré. Au pire, le Collège électoral pourrait constater son impuissance et laisser au Congrès le soin d'élire le futur chef de l'Etat.

Un tableau de situation qui suscite l'angoisse de tous car une telle expectative risquerait d'aggraver pendant tout ce laps de temps la pression sociale et militaire, le chaos économique et la perte de confiance du pays en ses dirigeants politiques. Dans la folie quotidienne que suscitent depuis trois mois la flambée des prix et la spéculation financière, cette perspective déclenche des vagues de rumeurs catastrophistes allant du putsch au krach en passant par l'explosion sociale.

Même si l'âme argentine est depuis plus d'un demi-siècle coutumière de ce genre de frayeurs, une telle ambiance a convaincu le président Alfonsín de lancer un appel au calme de l'opinion et à la cohésion de la classe politique pour permettre à la transition de s'opérer dans le respect des institutions. Il serait véritablement un comble pour lui que la démocratie restaurée au prix de tant de difficultés soit victime de déséquilibres provoqués par une élection.

Seuls les plus fermes partisans des deux principaux candidats au fauteuil d'Alfonsín conservent l'espoir que leur leader l'emportera avec la majorité absolue des grands électeurs ou, du moins,

avec une avance suffisante pour que son élection à terme ne fasse pas de doute.

Entre le candidat du Parti justicialiste (PJ, péroniste), Carlos Menem, et celui de l'Union civile radicale (UCR, parti du président Alfonsín), Eduardo Angeloz, les sondages balancent en faveur du premier. Mais le nombre des indécis varie entre 5 et 20 p. cent.

Dans ce contexte, les élections partielles législatives et provinciales qui se dérouleront le même jour sont passées au second plan. Un siège de sénateur, 127 députés (soit la moitié de l'Assemblée nationale) et 370 de parlementaires provinciaux (101 sénateurs et 269 députés) seront en jeu dans une semi-indifférence.

## L'amertume gagne l'OLP

d'après AFP et Reuter  
GENÈVE (Nations-Unies)

L'Etat palestinien, proclamé en novembre dernier, a été lâché par la moitié de ses alliés, dont l'URSS, quand il s'est agi d'assurer son admission à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de lui conférer sa première reconnaissance universelle.

Le représentant de l'OLP à Genève, M. Nabil Ramlawi, a parlé de «conspiration», après le vote négatif de l'assemblée mondiale de la Santé, et imputé essentiellement cet échec aux «pressions» exercées par les États-Unis et Israël sur l'OMS et les États-membres. Le ministre israélien de la Santé, pour sa part, a estimé que le rejet de la candidature de l'Etat palestinien à l'OMS est «un succès pour Israël».

La menace de représailles financières contre l'institution, clairement proférée par les États-Unis, a certes pesé sur le comportement de certains pays et incité le directeur général de l'OMS, le Japonais Hiroshi Nakajima, à donner une certaine orientation aux débats.

plus de la moitié de la centaine de pays qui ont reconnu «l'Etat palestinien», puis qu'à l'heure du vote, ce dernier n'a pu compter que sur 47 voix, dont les 21 des membres de la Ligue Arabe.

Au nom du réalisme politique, l'Union Soviétique, la première, a «surpris» les Palestiniens en se ralliant à un compromis, imaginé par M. Nakajima et parrainé par 10 pays, qui reporte à mai 1990 l'examen de la question.

Les votes successifs de procédure intervenus à l'OMS ont montré que «l'Etat palestinien» n'avait, dans l'avenir immédiat, que de faibles chances d'obtenir la reconnaissance d'une institution internationale.

Parr ailleurs, vingt-et un Palestiniens ont été blessés par balles hier dans les territoires occupés de Cisjordanie et de la bande de Gaza, tandis que le premier ministre israélien Shamir convoquait, hier, à son domicile, les ministres de son parti, Le Likoud, pour examiner les détails de son plan de paix. A ce sujet, une délégation de hauts-fonctionnaires du Département d'Etat américain est arrivée, hier, en Israël, pour s'entretenir avec les responsables israéliens du plan de paix du premier ministre Shamir.

## D'autres bombes atomiques perdues au Japon

Deux autres accidents impliquant des armes nucléaires américaines ont peut-être eu lieu près du Japon après la Seconde Guerre mondiale, a rapporté, hier, le grand journal japonais *Asahi Shimbun*, après la révélation au début de la semaine de la perte d'une bombe H américaine en 1965 au large d'Okinawa. Selon une étude réalisée par une organisation anti-nucléaire japonaise,

Le Mouvement national contre le déploiement de Tomahawks a cité le rapport du Pentagone de 1981 qui récapitule 32 accidents impliquant des armes nucléaires de 1950 à 1980. Le lieu de quatre accidents n'a pas été précisément indiqué. En 1950, un bombardier B-50 a lâché des bombes nucléaires dans la mer pendant une période d'état d'urgence au cours de la guerre de Corée. En 1959, un avion de combat F-100 a pris feu alors qu'il était stationné sur une base militaire du Pacifique.

Le rapport du Pentagone indiquait seulement que l'accident de 1950 a eu lieu dans des eaux non américaines et celui de 1959 sur une base du Pacifique, a ajouté l'organisation japonaise, citée par *Asahi Shimbun*.

Au début de cette semaine, le magazine américain *Newsweek* a révélé qu'un avion Skyhawk A-4 de l'US Navy transportant une bombe H d'une mégatonne, embarqué sur le porte-avions *Ticonderoga*, était tombé à la mer au large d'Okinawa (sud-ouest du Japon), en 1965 pendant la guerre du Vietnam.







## DÉCÈS, PRIÈRES, REMERCIEMENTS

## INDEX DES DÉCÈS

**ARCAND (Yvonne)**  
Lanoraie

**ARCHETTO LEPAGE (Hélène)**  
Montréal

**AUBRY (Laurette)**  
Montréal

**BERNIER (Antoine)**  
Montréal

**BISSONNETTE (Mme Albert)**  
Cartierville

**DEMERS (Monique)**  
La Prairie

**GIRARD (Marguerite)**  
Montréal

**MARTEL (Rose)**  
Farnham

**PASTOR (Agnès née Lavallée)**  
Montréal

**PILON (Jean-Guy)**  
Montréal

**TÊTU (Henri)**  
Pierrefonds

**ULRICH (Jean-Pierre)**  
Montréal

**ARCAND (Yvonne)**  
A Lanoraie, le 12 mai 1989, à l'âge de 85 ans, est décédée Dame Yvonne Giguère, épouse de feu Adrien Arcand. Elle laisse dans le deuil ses fils: Dr Yves Arcand et Pierre (Gastane) Blier, son frère Paul Giguère, ses petits-enfants: Michel, Sylvie, André et Claude ainsi qu'autres parents et amis. Exposée à partir de dimanche le 14 à 14h à la résidence funéraire  
**Gulbault Inc.**  
25, rue Louis-Joseph  
Duceppe  
Lanoraie

Les funérailles auront lieu le lundi 15 courant à 11h, à l'église de Lanoraie et de la au cimetière du même endroit. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Heures de visites: 14h à 17h et 19h à 22h. Direction  
**Roland Legault**

**ARCHETTO LEPAGE (Hélène)**  
A Montréal, le 12 mai 1989, à l'âge de 69 ans, est décédée Mme Hélène Lepage, épouse d'Eugène Archetto. Outre son époux, elle laisse ses fils: Robert (Hélène Pagé), Michel (Evelyn Trotter), ses petits-enfants, ses sœurs ainsi que plusieurs neveux, nièces, parents et amis. Les funérailles auront lieu lundi, le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons  
**Urgel Bourgie Ltée**  
816, boul. Ste-Croix  
St-Laurent

pour se rendre à l'église St-Laurent, où le service sera célébré à 10h. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Heures de visites: dimanche 14h à 17h et 19h à 22h.

**AUBRY (Laurette)**  
A Montréal, le 12 mai 1989, à l'âge de 82 ans, est décédée Mme Laurette Aubry, née Laurette Lafontaine. Elle laisse dans le deuil ses enfants: Louise, épouse de Claude Roy, Pierre et son amie Monique Laroque, ses petits-enfants: Brigitte et Christine, son arrière-petite-fille Marie-Pier. Exposée dimanche de 14h à 17h et de 19h à 22h au Complexe  
**Alfred Dallaire Inc.**  
2159, boulevard  
St-Martin est  
Dorval, Laval

Les funérailles auront lieu lundi le 15 courant à 14h à l'église St-Vincent-de-Paul, Laval, et de la au cimetière St-Vincent-de-Paul, Laval. Des dons au Pavillon Grand Elan de Mont-Rolland, seraient appréciés. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

**BERNIER (Antoine)**  
A Montréal, le 12 mai 1989, à l'âge de 87 ans, est décédé M. Antoine Bernier, époux d'Odilia Hotte, père de Marguerite (Gilles Parent), Pierrette, Claire (Ghyslain Blackburn), Cecile, Robert (Lucille Desgroselliers), André, Colette (Fidèle Bedard), et Lucie. Il laisse également ses petits et arrière-petits-enfants, sa sœur Antoinette (Roland Labelle), sa belle-sœur Fleurette Bernier, ainsi que ses neveux et nièces. Les funérailles auront lieu lundi le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons  
**J.A. Gulbault Inc.**  
(membre R.F.A.Q.)  
5359, boulevard  
St-Michel  
Montréal

## Deux victimes sur la route 169

Presse Canadienne  
NOTRE-DAME-D'HEBERTVILLE

■ Une deuxième personne a succombé, hier matin, aux blessures qu'elle avait subies dans un accident de la route survenu vers 16 h 15, vendredi, sur la route 169, près de Notre-Dame-d'Hébertville, au Lac-Saint-Jean: âgée de 72 ans, la seconde victime de cet accident est Lucette Gascon, domiciliée à Saint-Jérôme, au nord de Montréal.

La jeune Isabelle Asselin, âgée de 17 ans et résidant pour sa part à Brossard, sur la Rive-Sud de Montréal, avait été tuée sur le coup au moment de l'accident, alors qu'elle fut

éjectée par la lunette arrière de l'automobile.

Une autre des quatre personnes prenant place dans le véhicule aurait été gravement blessée.

Selon les informations obtenues de la Sûreté du Québec, l'accident se serait produit alors que le conducteur du véhicule, de marque Volvo, qui roulait seul en direction d'Alma, en aurait perdu la maîtrise dans une côte et une courbe.

L'automobile aurait ensuite effectué plusieurs tonneaux pour finalement s'écraser au fond d'un ravin d'une trentaine de mètres.

Il semble que le groupe se rendait au Lac-Saint-Jean dans le but d'assister à un mariage.

## PASTOR (Agnès née Lavallée)

A l'Hôpital Sacré-Coeur, le vendredi 12 mai 1989, à l'âge de 95 ans, est décédée Mme Agnès Lavallée, fille de feu Arthur Lavallée et de feu Flora Cadieux, épouse de feu Joseph Pastor. Elle laisse ses enfants: Florence (feu Ted Le Blanc), Joseph Pastor (Alma Carey), feu Geraldine (feu William McCrae), feu Albert, Violet (Jimmy Bonneau), Kenneth (Gisèle Racicot), onze petits-enfants, dix-huit arrière-petits-enfants, un arrière-arrière-petit-enfant. Elle était la sœur de feu Joseph Lavallée (Lina Kenney) de Californie et de feu Arthur Lavallée. Les funérailles auront lieu lundi, le 15 courant. Le convoi funéraire partira des salons  
**Urgel Bourgie Ltée**  
400 est,  
rue Henri-Bourassa  
Montréal

## PILON (Jean-Guy)

A Montréal, le 12 mai 1989 à l'âge de 65 ans est décédé M. Jean-Guy Pilon, autrefois de Radio-Canada, veuf de Dame Gisèle Lanctôt. Il laisse dans le deuil ses enfants: Marie-Claude, Francis (Dominique Charbonneau), et Benoit, ses deux petites-filles: Isabelle et Catherine, ses beaux-frères et belles-sœurs, ainsi que plusieurs parents et amis. Les funérailles auront lieu mardi le 16 courant. Le convoi funéraire partira des salons  
**Alfred Dallaire Inc.**  
1120, rue Jean-Talon  
Est  
Montréal

## TÊTU (Henri)

A l'Hôpital Lakeshore, vendredi le 12 mai 1989 est décédé M. Henri Têtu, époux de Blanche Lapalme, père de Jovette (Richard Asselin), et Renald, son épouse Lyne, grand-père de Dominic, Stéphane, Yves, Serge et René. Exposé au salon funéraire  
**J.F. Wilson et Fils**  
14370,  
boul. Pierrefonds  
Pierrefonds

## ULRICH (Jean-Pierre)

Accidentellement à Montréal, le 12 mai 1989 est décédé Jean-Pierre Ulrich, 34 ans, fils de Jacques Ulrich et de Pauline Monarque. Outre ses parents, il laisse également plusieurs oncles et tantes, cousins et cousines et amis. Exposé aux salons  
**Urgel Bourgie Ltée**  
4780, rue de Salaberry  
Montréal

## Campagne de financement 1989



Donnez généreusement



Marcel Desmarais affirme que deux jours suffisent à un bricoleur pour assembler ces embarcations, dont le montage permet d'économiser de \$200 à \$400 selon les dimensions du modèle. Aujourd'hui, les Desmarais vendent chaque année une cinquantaine de ces embarcations en pièces détachées.

PHOTO BERNARD GRAULT, La Presse

## Après les frères Desmarais, plus personne ne construira de verchères

RAYMOND GERVAIS

■ Qui n'a pas, une fois ou plusieurs, embarqué dans une bonne vieille chaloupe «verchères»?

La grande majorité des pêcheurs, et bien d'autres Québécois qui ont séjourné au bord d'un lac ou d'une rivière, sont montés à bord d'une de ces embarcations légendaires dont la solidité n'a d'égale que le... poids.

Mais ces chaloupes pourraient bien être vouées à disparaître quand les constructeurs Marcel Desmarais et son frère Jean-Louis, de Verchères, prendront leur retraite.

Lancée en 1872 par leur arrière-grand-père, Thimothé Desmarais, l'entreprise de construction de chaloupes de bois est demeurée une affaire de famille depuis, les artisans se passant de père en fils les secrets du métier.

Cette petite industrie a connu ses années de gloires à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

À l'époque, il y avait une dizaine de fabricants de verchères à Verchères, mais il ne reste aujourd'hui plus que le pionnier, Desmarais, qui fabrique annuellement de 100 à 150 embarcations dans un atelier vieux de presque 80 ans.

Durant les bonnes années de la verchères, les Desmarais produisaient de 500 à 700 chaloupes par année.

Ses utilisateurs reprochent à la verchères, d'abord construite en planches de pin et par la suite en contreplaqué, d'exiger beaucoup d'entretien pour résister aux éléments naturels.

Marcel Desmarais admet que les chaloupes de bois exigent plus de soins que celles fabriquées en fibre de verre ou en aluminium.

Mais les produits préservant le bois, dont la teinture, facilitent de beaucoup ce travail d'entretien: «Nos chaloupes ont maintenant une longévité moyenne de dix ans avec un minimum d'entretien», soutient-il.

Le fabricant d'embarcations affirme également qu'il n'est plus nécessaire, à chaque printemps, de laisser «renfler» le bois de la chaloupe pour prévenir, lors de la mise à l'eau, les infiltrations dues à l'assèchement.

Et il est possible aujourd'hui de transporter la verchères sur une remorque sans nuire à son étanchéité.

Mais il faut user de jugement car il est des abus auxquels pas grand-chose ne résiste: «Le pire ennemi d'une chaloupe de bois est l'eau de pluie qui stagne dans l'embarcation et dont le réchauffement par le soleil facilite la détérioration du bois» dit M. Desmarais.

Trois fois moins chère, moins lourde, plus stable et plus résistante, la verchères dure aussi longtemps que sa principale concurrente, la chaloupe de fibre de verre.

Alors, comment expliquer la disparition graduelle des verchères?

Il semble que l'esthétique soit le plus gros handicap de la chaloupe en bois.

Pas d'élégant profil allongé de la proue, pas de tapis, pas de vivier et pas d'ornements tapés à l'oeil. La verchères n'a pas le «look» qui plaît.

Elle ne convainc pas de ses qualités d'embarcation fiable qui, même pleine d'eau, ne coule pas et dont le fond plat assure une stabilité permettant au pêcheur de se tenir debout.

### \$1 le pied

Les différents modèles de chaloupes Desmarais mesurent de quatorze à vingt-deux pieds et leurs prix varient de \$600 à \$2595.

Les temps ont bien changé.

«Mon père m'a raconté que, dans les années 30, notre grand-père vendait ses chaloupes \$1 le pied linéaire...», se souvient Marcel Desmarais.

Depuis quatre ans, les deux frères fabriquent aussi des verchères en kit, dont l'idée fut inspirée par un client qui demandait ses chaloupes en pièces détachées pour les transporter en hydravion dans une pourvoirie lointaine au Nouveau-Québec.

## Manif en faveur des réfugiés

CAROLINE MONTPETIT

■ Amnistie internationale a organisé une vigile, hier après-midi, pour protester contre les mauvais traitements infligés aux requérants du statut de réfugié, et contre l'ignorance grossière de certaines personnes siégeant sur les comités d'évaluation de ces requêtes.

«On a quatre ou cinq exemples de gens qui ne connaissent absolument pas la politique et la géographie du pays de la personne qu'ils interrogent», explique Caroline Channer, coordinatrice-bénévole pour la Chine de la section anglophone d'Amnistie Internationale au Canada.

«Par exemple, une personne qui interrogeait un Salvadorien avant les élections au Salvador, ne savait même pas que Napoléon Duarte était toujours président du pays. Une femme venant de l'archipel des Seychelles, dans l'océan indien, a été menacée d'être renvoyée en Haïti, parce qu'elle parlait créole. Et une autre femme dont le père faisait partie du Guomindang, parti nationaliste chinois, s'est fait demandé qui était M. Guomindang...»

### Pas d'appel

Amnistie Internationale, qui défend les droits de la personne à travers le monde, déplore également que les structures ne permettent pas au requérant d'aller en appel sur le fond du dossier. Par exemple, un requérant qui pourrait subitement prouver qu'il a été torturé n'aurait pas



PHOTO PIERRE LALLUMIÈRE, La Presse

Quelques dizaines de personnes ont manifesté, hier, contre l'incurie du nouveau système d'évaluation des requêtes de réfugiés politiques.

droit de faire valoir sa preuve en appel.

Et enfin, l'organisme s'afflige que le gouvernement fédéral doive aviser l'ambassade du pays du requérant lorsqu'il refuse la requête de celui-ci, pour lui procurer des documents de voyage. Il y a quelques mois, une Chinoise a

tenté de se suicider à la suite de ce genre de communications.

Seules quelques dizaines de personnes ont participé à la vigile, qui se tenait à l'angle des rues Guy et De Maisonneuve, et les manifestants ont vite été dispersés par la pluie.

## Le bridge

### Le retour fatal

ANDRÉ TRUELLE

■ Comment vous y prendriez-vous, en Est, pour faire chuter le petit chelem à Pi qui suit? L'entame se fait du 10 de Tr et Est gagne de l'As. De quelle carte doit-il revenir?

Donneur: Ouest		Vulnérabilité: Nord-Sud	
Nord			
♠ A			
♥ 654			
♦ A R D V 7 4			
♣ 863			
Ouest		Est	
♠ 32	♥ 987		
♥ R 8 3 2	♦ 109		
♦ 93	♦ 10852		
♠ 10975	♣ A D V 4		
Sud			
♠ R D V 10654			
♥ A D 7			
♦ 6			
♣ R 2			
Les enchères:			
Ouest	Nord	Est	Sud
1 K	1 K	1 K	1 K
3 K	3 K	3 K	3 K
4 Pi	4 Pi	4 Pi	4 Pi
5 Co	5 Co	5 Co	5 Co
6 Pi	6 Pi	6 Pi	6 Pi
Entame: 10 de Tr			

Est, qui ne voit pas les mains de Sud et d'Ouest, sait que le retour Tr va donner le contrat. Sud a sûrement le Roi, l'As de Co et le contrôle du Pi. Ne reste qu'une seule chance. Que Sud soit singleton à K et que Ouest, son vis-à-vis, détienne deux atouts et le Roi de Co. Est revient donc du 2 de K. Le mort gagne, l'As de Pi est joué, puis le Roi de K sur lequel Sud se défait de son 7 de Co. Il doit où tenter l'impossible à Co qui échoue ou jouer K et déchausser sa Dame de Co, mais Ouest va couper. Moins un.

## Abbie Hoffman: ses yippies sont devenus les yuppies d'aujourd'hui

GEORGES DESCHODY  
Agence France-Presse  
WASHINGTON

Fondateur des yippies, Abbie Hoffman, qui s'est donné la mort le 12 avril, était l'un des symboles de la contestation, parfois violente mais souvent drôle, de la fin des années 1960 aux États-Unis.

Ses yippies avaient été le fer de lance des manifestations, contre l'engagement américain au Vietnam et contre l'establishment, qui avaient marqué la convention démocrate de Chicago en 1968. Les quelque 4 000 délégués démocrates, chargés de choisir leur candidat aux élections présidentielles, avaient été obligés de siéger dans un véritable camp retranché tandis que le long de Michigan Avenue, les heurts violents se multipliaient entre la police du maire Richard Daley et les manifestants, brandissant souvent le drapeau rouge des Vietnams.

Le procès qui suivit, celui des «sept de Chicago», apporta la consécration à Hoffman, au banc des accusés avec son ami Jerry Rubin. Les sept transformèrent en fait le procès en procès de la société américaine, se chamaillant sans cesse avec le juge Julius Hoffman que Abbie, son homonyme, n'hésita pas à traiter un jour de «honte pour les juifs».

prouvèrent cependant qu'Abbie avait le sens de l'organisation et était un bon meneur d'hommes. Il devait le confirmer lors de multiples autres manifestations qui lui valurent huit arrestations en huit mois en 1968/69.

Ce ne furent cependant pas ses activités politiques qui le contraignirent à disparaître en 1974 mais une banale affaire de drogue. Accusé de participation à une vente de 1,5 kg de cocaïne à des policiers en civil, il s'enfuit d'abord au Mexique puis au Canada.

Après être passé entre les mains d'un chirurgien esthétique notamment pour réduire la taille de son nez proéminent, Hoffman revient inconnu aux États-Unis et s'installe dans une petite île sur les bords du Saint-Laurent. Il y vit sous le nom de Barry Freed, se lance dans diverses activités de défense de l'environnement et apparaît assez souvent à ce titre sur les écrans des télévisions locales. Il témoigne même un jour devant une sous-commission du Sénat et est photographié avec le sénateur Patrick Moynihan de l'État de New York.

### L'esprit d'Abbie vit toujours

À la fin 1980, Hoffman décida de refaire surface et se fait interviewer par l'une des plus célèbres journalistes de télévision américaine, Barbara Wal-



### Lauréats du concours Prisme

Les lauréats du concours Prisme 1989 ont été annoncés en fin de semaine à Montréal par le Centre des dirigeants d'entreprise. Entourant M. Claude Béland, président du concours et président du Mouvement Desjardins, ce sont (de g. à dr.) MM. Raymond Gagné, vice-président senior, Société d'investissement Desjardins, Eugene Roy, vice-président des ressources humaines, Caisses

populaires Desjardins du Saguenay Lac Saint-Jean, Claude Béland, Mme Liette Monat, directrice de la mise en marché, Charette, Fortier, Hawey/Touche Ross, M. Mario Bernard, directeur des opérations, Les Aciers Canam, et M. Pierre Pettigrew, directeur du service de marketing international, Samson Belair.

PHOTO CANAPRESS



Abbie Hoffman, en 1987

C'est en 1968 que Hoffman forgea le mot yippies et fonda son Youth International Party. Mais au cours des deux ou trois années précédentes, vivant parmi la jeunesse bohème des hippies de New York, il s'était déjà illustré par toute une série de manifestations anti-establishment marquées souvent d'humour.

En 1967, il avait semé une pagaille sans précédent dans l'austère Bourse de New York en jetant du balcon des visiteurs, avec plusieurs amis, des billets d'un dollar sur lesquels s'étaient précipités les commis. La même année, il avait fait envoyer 3 000 cigarettes de marijuana avec mode d'emploi à des inconnus sélectionnés au hasard dans l'annuaire téléphonique.

Avec ses yippies, Hoffman voulait canaliser en mouvement politique la révolte de beaucoup de jeunes Américains soit contre l'escalade vietnamienne soit contre la société dans son ensemble. L'une de leurs devises était «pas de chef, pas de membres, pas d'organisation». Ils refusaient aussi de faire confiance à quiconque ayant plus de 30 ans.

Un bon meneur d'hommes  
Les événements de Chicago

ters. Le lendemain, il se rend à la police de New York. Il sera condamné à trois ans de prison mais sera libéré avant l'expiration de sa peine.

Depuis, l'ancien yippie était resté un activiste, mais très assagi par rapport aux années 1960/70. Il continuait à participer à de nombreuses manifestations, notamment en faveur de l'environnement. En 1987, il avait été arrêté pour la 42e fois, cette fois aux côtés d'Amy Carter, fille de l'ancien président Jimmy Carter, alors qu'il protestait contre les efforts de recrutement de la CIA, la centrale de renseignement américaine, à l'Université du Massachusetts.

Considéré par beaucoup comme un danger public à l'époque de sa gloire, le Hoffman assagi de ces dernières années était en fait assez aimé des Américains qui voyaient en lui un philosophe un peu hurluberlu mais pas méchant au fond. Lui-même faisait avec humour le bilan de son oeuvre.

Faisant référence aux décisions les plus spectaculaires de Ronald Reagan, il avait déclaré quelques mois avant sa mort, à 52 ans: «Si nous n'avions pas existé, nous aurions eu un président envoyant des troupes au Liban et à la Grenade et bombardant Tripoli».

ISABEL PARENTHOEN  
Agence France-Presse  
FRANCFORT

Vingt et un ans après les événements de mai 1968 à Paris, où le leader des étudiants de Nanterre avait brandi haut la flamme de l'anarchie, Daniel Cohn-Bendit accède à la respectabilité politique et à un siège au conseil municipal de Francfort, la capitale financière de la RFA.

«En mai 1968, nous étions réalistes, nous demandions l'impossible, aujourd'hui nous n'osons même pas affronter le possible», écrivait-il, y a quelques années, ce pourfendeur des «suppôts de l'impérialisme». A 43 ans, Dany-le-rouge, devenu Vert (écologiste), veut prendre à bras les corps les «problèmes posés par les différences culturelles entre immigrants et Allemands».

Élu en quatrième position sur la liste des Verts lors des élections municipales de Francfort (10,1 p. cent des suffrages), Cohn-Bendit va devenir «une sorte d'adjoint au maire spécial, chargé des affaires multiculturelles». Lourde tâche, dans une ville qui détient le record européen en matière de population étrangère (21 p. cent), avec 150 000 immigrants de 40 nationalités.

«Dany», comme il se présente lui-même, entend apporter dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités la même fougue qu'il a mise à chacune de ses entreprises passées.

### Le problème de la xénophobie et du racisme

Un tel poste d'adjoint aux affaires multiculturelles n'existait pas jusqu'alors et lui faudra d'une part créer «la structure institutionnelle» avec ses différents collaborateurs, d'autre part réussir à s'ériger en «interlocuteur privilégié des émigrés pour l'ensemble de leurs problèmes d'école, de logement, de travail, de culture et de religion», dit-il dans un souf-

Il devra également faire face à l'extrême-droite, qui a obtenu un score remarquable lors du scrutin de la mi-mars, avec 6,6 p. cent des

Daniel Cohn-Bendit  
aujourd'hui

voix pour le parti néo-nazi Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD), et aux conservateurs de l'Union chrétienne-démocrate (CDU).

La CDU, qui s'est effondrée pour la deuxième fois en peu de temps après les élections locales de Berlin-Ouest, avait tenté de remporter les suffrages des ultra-conservateurs en axant sa campagne électorale à Francfort autour des thèmes xénophobes de l'extrême-droite.

«La RFA est tout autant touchée que la France par la xénophobie et le racisme. Le phénomène touche une large partie de la population, avec l'arrivée des émigrés de l'Est et des réfugiés politiques. Il est bien possible que

l'extrême-droite entre au Bundestag (Diète fédérale) lors des prochaines élections générales en 1990», déclare un Cohn-Bendit soudain sérieux.

### Il s'était imposé aux jeunes Français

«Nous, les Verts, nous sommes prêts à prendre nos responsabilités», ajoute-t-il. Dany fait partie de la tendance réaliste, en faveur d'un accord de gouvernement avec les sociaux-démocrates (SPD). En attendant la coalition fédérale, les «réalos» se sont associés à Berlin-Ouest comme à Francfort avec le SPD.

Ce langage de politicien aspirant à l'exercice du pouvoir contraste avec les anciennes flambées

verbales de ce fils d'un avocat juif de Berlin-Ouest qui avait fui en 1933 l'Allemagne nazie pour se réfugier en France. Marc Daniel Cohn-Bendit est né en 1945 à Montauban.

Après l'obtention de son baccalauréat en RFA, Cohn-Bendit était revenu dans son pays natal suivre des études de sociologie à la nouvelle faculté de Nanterre. Il avait importé d'Allemagne les méthodes de l'insurrection étudiante anarchiste et s'était imposé à des jeunes Français fatigués de la politique et des discours des partis.

Ses diatribes dénonçaient la misère sexuelle qui régnait dans la triste cité universitaire de la banlieue parisienne: une expression du système capitaliste, au même titre que la guerre du Vietnam, affirmait-il.

Au début de l'année 1968, il avait créé avec ses camarades de Nanterre le Mouvement du 22 mars, d'inspiration anarchiste et sans importante structure organisationnelle. Ce mouvement, d'un type quasiment inconnu en France, est devenu en mai l'un des fers de lance de la contestation étudiante, élevant du même coup Dany-le-rouge au rang de leader national.

Expulsé vers la RFA par les autorités françaises, le «Danton de Nanterre» a cherché dans la vie militante à se défaire des fascinations du vedettariat. Vivant dans une communauté, il défend dans un groupe révolutionnaire la cause des travailleurs émigrés (déjà), travaille pendant deux ans dans un jardin d'enfants anti-autoritaire, fonde avec sept compagnons une «Librairie Karl Marx».

À Francfort, il crée un magazine régional «politico-culturel» au nom évocateur de «Pflasterstrand» («les pavés sous la plage»). Le journal n'est pas une réussite financière et Cohn-Bendit a dû vendre, il y a quelques mois, 50 p. cent de ses parts à un imprimeur de la ville.

Mais Daniel Cohn-Bendit rêve déjà d'autres horizons que de ceux qu'offrent les gratte-ciels de la métropole sur la Main: un poste de ministre fédéral des Affaires étrangères, dans un gouvernement dirigé par M. Oscar Lafontaine (le plus libéral des sociaux-démocrates ouest-allemands), ne serait pas pour lui déplaire, dit-il avec un clin d'oeil.



## La Révolution française a donné naissance à la révolution scientifique

VILEM BISCHOP  
Agence France-Presse  
PARIS

Les racines de la révolution technologique actuelle sont à chercher dans la Révolution de 1789: une multitude d'inventions que l'on utilise quotidiennement à travers le monde, allant de la boîte de conserve au crayon en passant par le parachute, l'eau de Javel ou le mètre, n'existeraient peut-être pas si l'atmosphère de créativité due à la Révolution n'avait pas existé il y a deux siècles à Paris...

La Cité des sciences et de l'industrie de La Villette consacre à cette page particulière de l'histoire une exposition originale, «Les Savants et la Révolution». Cette exposition (organisée du 19 avril 1989 au 9 janvier 1990 à l'Espace Diderot), reflète le rôle nouveau que la Révolution de 1789 a réservé aux principaux acteurs de la science moderne naissante.

Alors que jusqu'à cette époque,

la science était réservée à une élite intellectuelle, la Révolution voit, pour la première fois, les savants quitter leur isolement pour se lier au pouvoir en place. Les scientifiques trouvent leur nouvelle mission dans la recherche d'inventions pouvant intéresser «tous les peuples et tous les pays». Fini le temps du chercheur solitaire, ils éprouvent désormais le besoin de se regrouper et de se rencontrer pour discuter de leur rôle nouveau au service de la société.

### Les amis du savoir

La société philomatique — autrement dit l'association des amis du savoir — n'était à sa création en 1788 qu'un petit groupe de jeunes gens passionnés par les sciences. Une douzaine d'années plus tard, au sortir de la période révolutionnaire, elle est devenue plus ou moins l'antichambre de l'Académie des sciences, témoignant de la place essentielle que l'on réservait à la communauté scientifique. Et on assiste à une véritable pluie d'inventions.

Gaspard Monge lance la théorie de la géométrie descriptive, tandis que Pierre Mechain et Jean-Baptiste Delambre commencent à mesurer l'arc de méridien entre les parallèles de Dunkerque et de Barcelone. Pierre-Simon de Laplace présente la première description scientifique de l'univers se passant de Dieu. Joseph-Michel de Montgolfier exprime l'idée de l'équivalence de la chaleur et du travail mécanique. Augustin de Bétancourt étudie la force expansive de la vapeur. Georges Cuvier, en commençant ses recherches paléontologiques, pose les fondements de l'anatomie comparée.

Mais ce n'est là que quelques exemples parmi beaucoup d'autres dans les différentes disciplines scientifiques: mathématiques, astronomie, physique, chimie, géologie, biologie, linguistique...

La création du système métrique est incontestablement un des événements majeur de la période révolutionnaire qui a permis de résoudre pour de bon le véritable

cas-tête des mesures de l'ancien régime. Mais il ne faut pas oublier qu'au-delà de ses aspects économiques, la constitution d'un système unifié et nationalisé, reliant les mesures de longueurs, de surfaces, de volumes, n'aurait pas pu naître sans une grande connaissance expérimentale et une bonne maîtrise de la construction des instruments scientifiques.

### Le retour des savants de la Révolution

À La Villette, les auteurs de ces grandes découvertes reprennent vie sur les lieux qu'ils fréquenteraient réellement. En effet, dans le cadre de ce mélange quelque peu surprenant mais bien réussi de vitrines de musée et de scènes de théâtre, ils sont «ressuscités» grâce à douze acteurs et chanteurs de la compagnie Alain Germain.

Les visiteurs retrouvent ainsi le mathématicien et philosophe Nicolas de Condorcet recevant, avec sa femme, plusieurs scientifiques dont Charles de Borda venu expo-

ser le système métrique. Plus loin, Claude Chappe, l'inventeur du télégraphe optique, témoigne, aux côtés de l'astronome Simon de Laplace et d'autres savants, de la situation de la communauté scientifique.

Puis, dans un décor de désert, Napoléon Bonaparte est entouré, lors de sa campagne d'Égypte, de savants dont Monge, qui énonça alors la théorie des «mirages». Dans une autre scène, la troupe présente des symboles de la science et de la technique «révolutionnaires»: télégraphe, mètre, pomme de terre, eau de Javel, guillotine...

### Les grandes écoles de la Révolution

Tout cela ne fait que compléter la présentation d'objets et d'instruments scientifiques provenant de différentes collections publiques ou privées et installés au milieu d'écrans vidéo et de banques de données concernant la science de la Révolution. Elle va de la machine à papier continu, une in-

vention de Louis Nicolas Robert qui a révolutionné une production limitée jusqu'alors à la production de feuilles, aux montres décimales (divisant le jour de minute à minute en dix heures), en passant par la machine à vapeur des frères Perier, la machine électrostatique de Van Marum et l'écorché de tête de condamné, une des préparations anatomiques humaines et animales de Honoré Fragonard...

Mais la Révolution est surtout liée à la création ou la réorganisation de nombreuses institutions scientifiques ou à vocation industrielle: l'École normale, à l'origine de l'École normale supérieure, le Bureau des longitudes, l'École des mines, le Jardin des plantes et le musée du Louvre... C'est là que la démarche moderne de la recherche, la rigueur de la démonstration et de l'expérimentation, se sont précisées et affermées. Sans ces grandes écoles et la philosophie qui y est née, l'essor de la science des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles aurait été impensable.

# La maison Seagram

Joseph E. Seagram & Sons Limited. Cette distillerie existait depuis 1857. Deux hommes d'affaires réputés de Waterloo, William Hespeler et George Randall avaient alors fondé la Granite Mills and Waterloo Distillery Company Ltd. Un jeune homme du nom de Joseph E. Seagram se joignit à l'entreprise vers la fin des années 1860 et en devint plus tard un des actionnaires, avant d'en devenir le seul propriétaire le 7 août 1883. Mais il fallut attendre 1911 avant que l'entreprise ne soit constituée en société sous le nom de Joseph E. Seagram & Sons Limited. Lorsqu'il en fit l'acquisition en 1928, Bronfman modifia légèrement la raison sociale de la compagnie, désormais connue sous le nom de Distillers Corporation-Seagram Limited. La société conserva le même nom jusqu'en 1975, alors qu'il fut changé en celui de Compagnie Seagram Limitée.

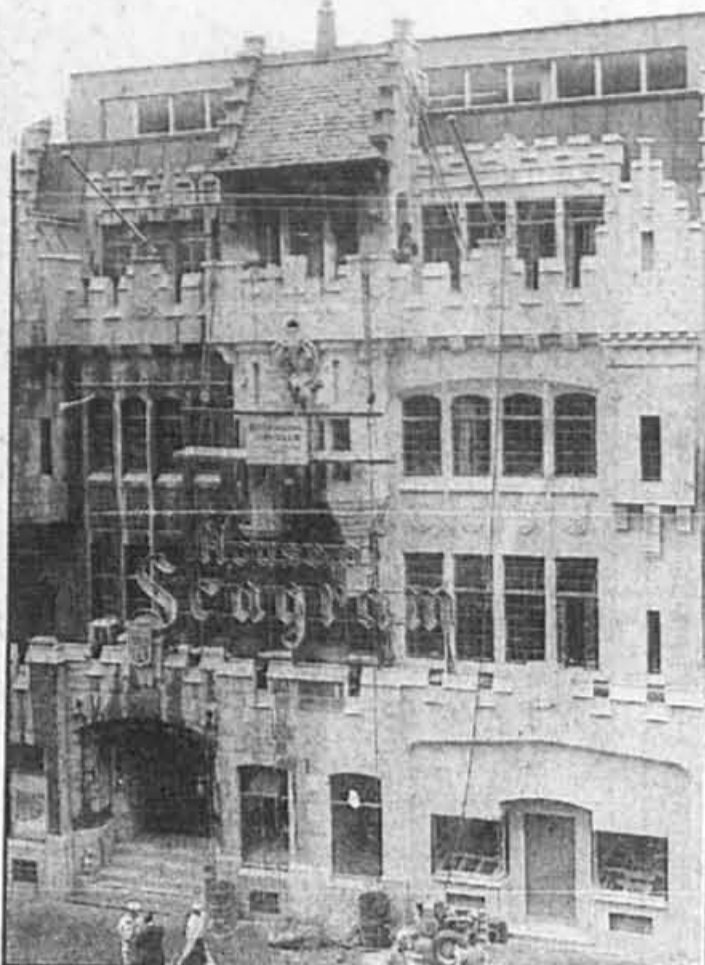
Le hasard voulut que Samuel Bronfman mourut le 10 juillet 1971, soit quatre mois après avoir célébré le 4 mars son 80<sup>e</sup> anniversaire de naissance avec sa parenté et ses amis. Aujourd'hui, la tâche de propager la célèbre devise *Intégrité, Méthode, Tradition* revient à deux de ses fils, Edgar M. et Charles R. Bronfman. On peut dire qu'au cours des deux décennies, ils ont porté bien haut le flambeau de l'entreprise.

## Le nouveau siège social

La maison Seagram, siège social de la Compagnie Seagram Limitée, s'élève au 1430 de la rue Peel. Cet emplacement n'a pas toujours eu ce numéro. La coutume de numérotter les portes à Montréal remonte à 1819. Quinze ans plus tard, on introduisit un véritable système bien structuré. En 1905, il fut décidé d'utiliser le boulevard Saint-Laurent pour partager la ville en parties est et ouest. Enfin, en 1924, on décida d'apporter des corrections à la numérotation afin d'uniformiser le système. On mit sept ans à compléter le changement. Le tour de la rue Peel vint en 1927, et cette année-là, le 190 devint le 1430.

Le siège social de l'entreprise ne fut pas le premier bâtiment construit sur l'emplacement. La première bâtisse fut en fait érigée en 1878 et utilisée comme résidence par E.H. Copland, un des partenaires de Copland & McLaren Co., entreprise de la rue Wellington spécialisée dans l'importation de charbon, de ciment et de tuyauterie. Essentiellement résidentiel, le quartier était habité par des professionnels et des hommes d'affaires, anglophones en majorité. Copland habita la maison jusqu'en 1904. McRae et Archibald, médecins, lui succédèrent cette année-là, et ils furent remplacés par Freygang et Hardisty, médecins, en 1912. La résidence fut transformée en librairie par A.T. Chapman en 1913 et ce dernier y maintint son commerce jusqu'à la démolition, en 1928.

L'édifice fut construit en 1928 et 1929 selon des plans de l'architecte renommé Jerome David Spence, qui avait déjà dessiné l'usine de la société Gault Brothers (1901), l'usine de la Canada Malting (1905), l'usine de la Montreal Spinning Wool (1908), l'édifice Unity et l'édifice Belgo (1912), ainsi que l'édifice Insurance Exchange (1923). Le contrat d'entreprise générale fut confié à l'entreprise McRitchie Black Limited.



L'immeuble au cours des années 50, après l'ajout du quatrième étage

À l'origine, le siège social ne mesurait que 25 pieds de largeur sur 107 de profondeur et 48 de hauteur. Autrement dit, il ne mesurait que la moitié de sa largeur actuelle. On y trouvait un sous-sol, un rez-de-chaussée, une mezzanine et un étage.

Deux ans plus tard, Spence dessina les plans d'agrandissement latéral de l'édifice, réalisé aux dépens de la boutique de chaussures Dacks, qui jouxtait le siège social du côté nord. La société Anglin-Norcross Co. Ltd., qui effectuait les travaux, ajouta aussi un étage sur la partie avant de l'immeuble.

F. David Mathias, un architecte qui avait commencé sa carrière avec Spence, se vit confier en 1955 et 1956 la tâche d'effectuer les derniers travaux majeurs, qui impliquèrent la transformation de la mezzanine en un étage pleine surface, le déplacement des escaliers et de l'ascenseur, le parachèvement vers l'arrière de l'étage commencé en 1931, et la construction d'un quatrième étage, sauf pour le retrait de la profondeur d'une travée à l'avant, retrait imputable au fait que Mathias ne voulait pas modifier la façade de l'édifice. Réalisés par Byers Construction, ces travaux portèrent la hauteur de l'édifice à 74 pieds, à cause de l'édicule de service qui dépasse le toit de 16 pieds. L'espace libre du sous-sol, remarquable pour ses ouvertures voûtées et son plancher en dalles importées d'Angleterre, est de neuf pieds de hauteur, comparativement à 11 pieds et demi pour le rez-de-chaussée et le premier étage, 10 pieds pour les deuxième et troisième étages, et neuf pieds pour le quatrième.

La salle de réception du sous-sol fut sacrifiée en 1962, afin d'y installer le laboratoire de contrôle. Le gardien en armure situé à mi-chemin de l'escalier qui conduisait au sous-sol disparut la même année.

Les derniers travaux eurent lieu en 1970, alors qu'on apporta des modifications au deuxième étage, et en 1984, alors qu'on réaménagea le rez-de-chaussée pour y installer la salle du conseil d'administration.

## Analyse architecturale

L'architecture de la maison Seagram rappelle l'architecture des châteaux anglais médiévaux, à cause de son ornementation très abondante et de certains éléments tout particulièrement identifiés à ce type de construction, y compris la herse en métal qu'on abaissait subitement pour empêcher l'ennemi de pénétrer à l'intérieur. On remarquera cependant que seule la façade est digne d'intérêt. Le mur mitoyen nord est dissimulé, l'arrière est en brique chambrée et propose un fenestration arithmique, et le mur sud, jadis utilisé comme mur mitoyen, est sans fenêtre, sauf pour les troisième et quatrième étages, où on retrouve six fenêtres dans un arrangement arithmique.

L'édifice fut construit en pierre cal-

caire grise, sur des fondations en maçonnerie de pierre des champs et de béton.

Comme on le disait plus haut, la façade a été construite en deux temps. La partie la plus ancienne se trouve au sud, et la ligne de démarcation se trouve à mi-chemin entre les deux fenêtres à arc surbaissées qui se voient au rez-de-chaussée. Même si l'architecte a pris bien soin d'harmoniser la nouvelle partie avec l'ancienne, il a en même temps veillé à ce qu'on puisse les différencier, en préconisant notamment l'insertion des ouvertures dans des enfoncements peu profonds tant au rez-de-chaussée qu'aux étages, et par le remplacement de l'échauguette par un avant-corps en encorbellement, du côté nord. On notera également qu'à l'origine, il y avait deux portes du côté. L'une a été remplacée par une fenêtre, et l'autre (la plus au nord), par une vitrine, celle du centre dans l'enfoncement surmonté d'un arc en accolade.

L'entrée se fait par un portail profond de neuf pieds sur sept surmonté d'un arc surbaissé, éclairé par des lampadaires latéraux en fer forgé. La herse n'est qu'ornementale puisqu'elle est bloquée en position levée. Les deux rondes bosses en forme de diables qui encadraient l'entrée principale ont été enlevées.

Les fenêtres du premier étage surmontent une corniche à créneaux et sont séparées par des meneaux en biseau, typiques de l'architecture médiévale anglaise. Elles sont de forme rectangulaire et mesurent 84 pieds sur 24 au sud, et 84 pouces sur 31 au nord. La plus petite fenêtre, qui fait penser à une meurtrière, mesure 48 pouces sur neuf. On remarquera également à cet étage deux écussons, dont l'un présente les lettres DCL, pour «Distillers Corporation Limited».

Au deuxième étage, les fenêtres sont surmontées d'un arc surbaissé, de même largeur que celles du premier étage, mais mesurant 64 pouces de hauteur. Les trumeaux qui séparent les fenêtres sont ornements d'un écusson. Les échauguettes les plus hautes (celle de droite est plus courte) mesurent 25 pieds de hauteur sur cinq de largeur (six à la partie supérieure). Parmi les autres ornements dignes de mention, soulignons le haut-relief en forme de diable qui triomphe entre les deux échauguettes du centre, les consoles sculptées, la corniche à modillons, le parapet à créneaux ornementé de bas-reliefs qui se termine par les avant-corps en escalier, la loggia coiffée d'un toit à pignon à revêtement d'ardoise, et encadré de murs-pignons qui se terminent en escalier, et enfin les pinacles qui couronnent les avant-corps et la façade de la loggia. Comme on peut le constater, le troisième étage est légèrement en retrait, et le quatrième l'est encore plus.



L'édifice tel qu'il apparaît aujourd'hui

## L'intérieur

L'intérieur a subi de nombreuses modifications, mais les architectes ont pris soin d'harmoniser les nouveaux locaux avec ceux qui existaient déjà lors des réaménagements entraînés par le remplacement de la mezzanine par un plancher à pleine surface.

Le chêne a été largement privilégié, mais on retrouve deux ou trois pièces en acajou. Les poutres apparentes, les consoles, les portes sculptées, les rampes d'escalier, les riches lambris à caissons, les impostes sculptés dans le bois, les arabesques, les meubles attirant tout autant l'oeil que les bas-reliefs qui portent les armoiries de Seagram ou les lettres distinctives «DCL».

Outre la réception qui est remarquable même si on a caché le riche carrelage importé d'Écosse sous un moelleux tapis, deux pièces méritent plus particulièrement notre attention. D'abord, l'ancienne salle du conseil, avec ses lambris à caissons, ses portes abondamment sculptées, ses pilastres cannelés avec frise ornementale, ses niches et leurs écoinçons finement sculptés, ses impostes dotées d'impressionnants bas-reliefs, et ses appliques murales également sculptées dans le bois.

L'autre pièce privilégiée également le bois. Meublée et décorée à la moderne, elle pourrait passer inaperçue, si ce n'était du fait qu'on y prend d'importantes décisions puisqu'il s'agit de la salle du conseil d'administration de l'empire Seagram.

SOURCES: Compagnie Seagram Limitée; plans de construction, numéros du printemps 1980 et de l'automne 1988 de la revue d'entreprise *Distillation*, rapports financiers de 1971 et 1988, *History of the Site*, par Freeman Clowery, et documents divers — Rencontre avec l'architecte David Mathias — Communauté urbaine de Montréal, Service de la planification du territoire: *Repertoire d'architecture traditionnelle* — Les hôtels et les immeubles de bureaux, et documents divers — Archives de la Ville de Montréal: documents divers.

## REPÈRES



Nom: maison Seagram.  
Adresse: 1430, rue Peel.  
Métro: station Peel, vers le sud, rue Peel.  
Ces articles sont offerts sous forme reliée par les Éditions La Presse, sous le titre «Montreal, son histoire, son architecture». Renseignements: Guy Pinard, 285-7070.

L'immeuble tel qu'il apparaissait après l'ajout de 1931

GUY PINARD

Le Montréalais qui débute, rue Peel, est généralement surpris d'apercevoir la façade de type château qui borde la rue, du côté ouest, à peu près à mi-chemin entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sainte-Catherine. La maison Seagram — car c'est d'elle qu'il s'agit — ne laisse personne indifférent. Par son ornementation très élaborée, elle évoque beaucoup plus un château anglais médiéval que le siège social d'un des géants mondiaux du commerce des boissons alcoolisées.

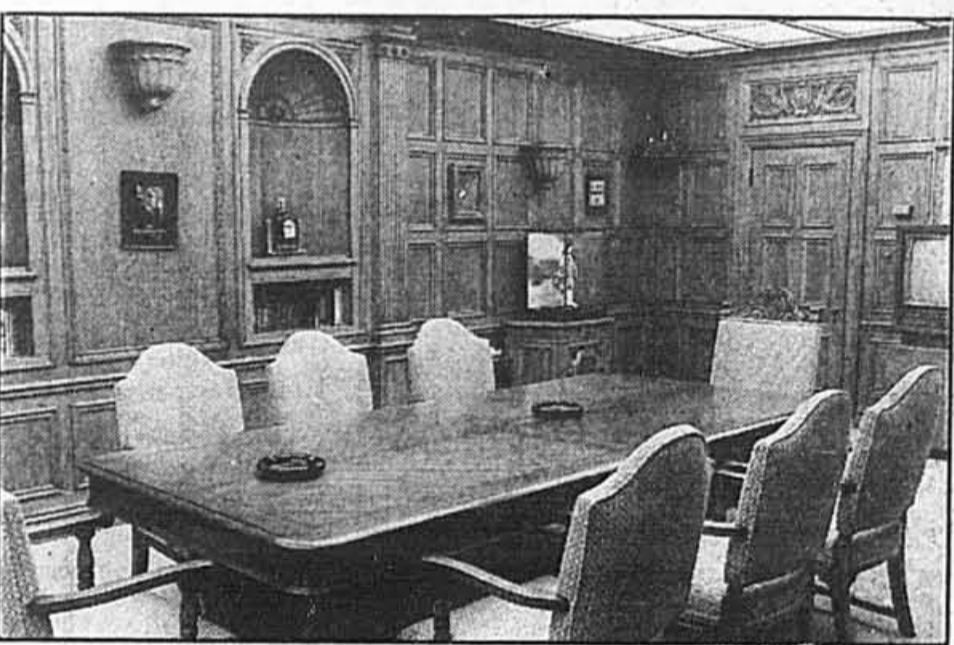
**La naissance d'une multinationale**  
La compagnie Seagram Limitée, occupant de ce prestigieux immeuble, est une compagnie relativement jeune puisqu'elle n'a que 65 ans. Cependant, le chiffre d'affaires de \$5,1 milliards (en dollars U.S. évidemment!) réalisé au cours de l'année qui s'est terminée le 31 janvier 1989 la place parmi les grandes entreprises du monde.

L'histoire de l'entreprise commence au début des années 20. Quatre frères, Abe, Allan, Harry et Samuel Bronfman achetaient et vendaient un peu de tout quand ils décidèrent de concentrer tous leurs efforts sur la fabrication et la vente de boissons alcoolisées. C'est ainsi que la Distillers Corporation Limited vit le jour, sous la présidence de Samuel Bronfman.

Dans un premier temps, l'entreprise emménagea dans des locaux loués, dans un édifice de la Banque de Montréal situé à l'angle nord-ouest des rues Saint-Jacques et Saint-Pierre. Puis, le 20 mai 1924, Sam Bronfman leva la première pelletée de terre qui marqua le début des travaux de la distillerie de LaSalle, la première du groupe. Inaugurée l'année suivante, cette usine fut modernisée 40 ans plus tard et inaugurée de nouveau par Sam Bronfman le 1<sup>er</sup> juin 1965.

La Distillers Corp. Ltd. posa le premier jalon de son expansion internationale en 1926, en négociant une entente avec un groupe de distilleries britanniques réunies sous le nom de Distillers Company Limited.

Le premier véritable coup d'éclat de Sam Bronfman survint le 2 mars 1928 quand il compléta l'acquisition de la Jo-



L'ancienne salle de conseil d'administration, où le bois sculpté abonde. À noter surtout, les appliques murales sculptées dans le bois et les niches au cul-de-four remarquable et encadrées d'écoinçons ouvragés.

## Laval et Laurentides

# Une Maison pour les jeunes de \$200 000 à Sainte-Adèle

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Les gens d'affaires de la région de Sainte-Adèle ont décidé de faire front commun pour construire à leurs frais une Maison pour les jeunes d'une valeur de \$200 000.

Cette réalisation fait suite aux demandes présentées par l'implantation-jeunesse qui, en 1988, a commencé à entreprendre des démarches pour relocaliser l'immeuble, qui était le lieu de rencontre de la jeunesse de la région, parce qu'il était devenu beaucoup trop petit.

Les représentants des trois gouvernements, le maire Daniel Dubé, le député provincial Robert Thérien, et le député fédéral Jacques Vien ont été informés des besoins des jeunes présentés par la coordonnatrice du projet, Mlle Sylvie Courtemanche.

Par la suite, tous les hommes d'affaires ont été contactés et ils ont accepté de fournir la main-d'oeuvre et les matériaux nécessaires pour cette construction.

Cette nouvelle maison permettra aux jeunes de 12 à 17 ans d'apprécier une qualité de vie similaire au cadre familial.

Selon le maire Dubé, c'est le bonheur chez les jeunes à Sainte-Adèle. «Mettre à point ce projet, ça n'a pas été facile. Beaucoup y voyaient un rêve irréalisable. Mais beaucoup y ont cru et se sont donnés la main. Pour sa part, Sylvie Courtemanche y a mis le paquet. N'eût été de sa ténacité, ce projet n'aurait jamais été réalisé», a déclaré M. Dubé lors de la journée marquant la première pelletée de terre du début des travaux de construction.

## PREMIÈRE AUX ÉLECTIONS DE LAVAL

Pour la première fois en 23 ans, Laval aura vraiment un nouveau maire le soir des prochaines élections municipales.

En effet, M. Claude Lefebvre (avocat) est le seul maire sortant depuis la création de cette municipalité à ne pas demander de renouvellement de mandat. Les autres, MM. Jacques Tétrault (avocat) et Lucien Paiement (médecin) ont été défaits alors qu'ils sollicitaient un troisième mandat, tandis que M. Jean-Noël (notaire) Lavoie, maire désigné par le gouvernement libéral lors de la fondation de la municipalité en 1965, a mordu la poussière à la

première élection municipale de Laval devant M. Tétrault.

C'est aussi la première fois que les Lavallois n'auront pas un professionnel comme maire. Mme Pierrette Roussin est gestionnaire, M. Jean-Paul Théorêt est un homme d'affaires, et M. Gilles Vaillancourt est co-propriétaire d'un magasin de meubles.

## ADVERSAIRES MAIS VOISINS

Le troisième parti fondé en prévision des élections municipales de Laval vient de s'installer dans des locaux voisins de l'autre formation qui fait la lutte en l'équipe en place, soit le Parti du ralliement officiel des Lavallois.

En effet, le regroupement du candidat Jean-Paul Théorêt s'apprete à prendre possession du deuxième plancher de l'immeuble occupé par la station radiophonique CKLM, boulevard Saint-Martin.

Cet immeuble se trouve à quelques mètres seulement d'un nouveau petit centre commercial qui abrite notamment le comité central du Parti lavallois de Pierrette Roussin.

Ces deux locaux sont donc situés juste à l'est de la rue Vallière et à pied, la distance qui s'épare les deux constructions se marche en moins d'une minute.

Pour ce qui est du comité du PRO, il a été localisé en direction ouest à moins de deux kilomètres plus loin, toujours boulevard Saint-Martin.

Pour ce qui est de la station CKLM, elle déménagera, en juin dit-on, dans le Centre commercial 200.

## CONCOURS VILLES, VILLAGES ET CAMPAGNES FLEURIS

Laval participera pour la première fois cette année au concours villes, villages et campagnes, une initiative du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

La municipalité sera inscrite dans la catégorie grandes villes. Le concours mettra l'emphase cette année sur les parcs industriels.

Par contre, la deuxième ville du Québec aura encore cette année son Laval en fleurs. Le thème retenu est: «Une ville à aimer...des gens pour la fleurir».

«Laval en fleurs» vise à inciter la population lavalloise à fleurir son environnement. Le concours se déroulera tout l'été. Chacun des 24 districts de la ville aura son gagnant. L'événement prendra fin par un gala à la Maison des arts.